

l'objet d'études sérieuses et impartiales où nous nous dégageons de toute considération extérieure pour juger sainement des différends soulevés en rendant ample justice à tous eu égard aux droits acquis, à la liberté commerciale, tout aussi bien qu'à la morale.

Nous verrons aussi à discuter la possibilité de la formation d'un *Greater Montreal*, englobant toute l'île de Montréal, en constituant dans les faubourgs ainsi annexés une réserve de terrain et d'espace où la classe ouvrière trouvera pour longtemps encore la jouissance de son cottage et évitera l'empiètement des *tenements* qui la tuent dans les grands centres américains, et en lui fournissant largement l'air et la verdure.

Le CANADA-REVUE entend poser toutes ces questions sociales, politiques et municipales, s'il y a lieu, sur le terrain de l'absolue égalité des deux races qui se partagent notre ville. Par exemple, nous combattons de toutes nos forces ce préjugé d'un chevaleresque idiot en vertu duquel la majorité canadienne de notre province a fait à la minorité anglaise une foule de concessions dont on ne nous a jamais su gré et qui sont aujourd'hui réclamées comme des droits acquis. Nous exigeons pour nos compatriotes leur droit, rien que leur droit, mais tout leur droit.

La république voisine où tant de nos compatriotes restés bons et braves canadiens, ont été chercher le pain et l'instruction qu'on leur distribuait ici trop parcimonieusement attirera certainement notre attention suivie, et nous nous tiendrons en relations intimes avec les centres de nos nationaux qui nous représentent là-bas et dont nous pouvons être un jour poussés à nous rapprocher davantage.

A. FILIATREAU.

## UN PROGRAMME POLITIQUE

« Assurez-vous d'abord, disent les Américains, que vous avez raison, et alors, poussez votre pointe. »

Mais, avant même d'examiner si ce que l'on veut est bien, il faut savoir ce que l'on veut ; en d'autres termes, il faut arrêter son programme. C'est là précisément ce qui manque au parti libéral de notre province.

Ce parti a des aspirations, il est vrai ; nous pouvons même dire que ces aspirations ont un certain caractère de noblesse et qu'elles sont bien faites pour enthousiasmer les populations ; mais il y a loin de ces vagues désirs, que chacun caresse dans ses moments de rêverie, à un programme bien arrêté, qui donne un corps à des sentiments indéfinis et qu'on présente, sous une forme tangible, à l'électorat, en l'invitant à travailler à sa réalisation.

Pendant la campagne électorale du printemps dernier, le parti libéral croyait avoir un programme : c'était celui de la Réciprocité Illimitée. Malheureusement pour lui, ses chefs n'ont pas su se maintenir sur le terrain qu'ils avaient

choisi. Ils ont permis à l'ennemi de les attirer sur un tout autre champ de bataille, — celui de l'annexion aux Etats-Unis, — et on les a vus passer tout leur temps à se défendre. Or, la défensive, généralement défavorable aux troupes qui se battent en rase campagne à coups de canon et de fusil, est une attitude toujours désastreuse dans les luttes électorales. On l'a bien vu, le 5 mars 1891, jour où l'armée libérale du Dominion a essuyé une nouvelle défaite.

Aujourd'hui, d'ailleurs, l'occasion d'arracher la victoire à la fortune de la guerre en arborant le pavillon de la réciprocité illimitée, est passée pour ne plus revenir. Oui, cette réciprocité est morte et bien morte ; les libéraux doivent l'admettre, quelque pénible que cet aveu soit pour eux. Il ne reste plus debout que la Réciprocité Commerciale, et celle-là le peuple canadien n'en voudra jamais, car elle lui apporterait tous les désavantages de l'annexion sans lui assurer ses principaux avantages.

Voilà donc le parti libéral sans programme, semblable en cela à un navire qui, livré à tous les hasards d'une navigation périlleuse, n'aurait pas même de destination. « A quoi bon, se diraient les passagers, s'exposer aux dangers de l'océan, si l'on ne sait où l'on va ? » Il n'y a pas de voyageurs qui consentissent dans ces conditions à prendre passage à bord de ce bâtiment.

Aussi, croyons-nous que si le parti libéral ne présente pas au plus tôt de programme à l'électorat, la désertion continuera à éclaircir ses rangs et que ses troupes ressembleront bientôt à celles de certaines républiques de l'Amérique du Sud dont les cadres d'officiers sont au grand complet, mais qui n'ont presque pas de soldats. Il restera encore au parti libéral de notre province des chefs, des meneurs, des cabaleurs, des journalistes, des orateurs ; mais il n'aura plus de soldats, c'est-à-dire d'électeurs.

« Sire, écrivait un général à Napoléon Ier, mes lapins n'ont point de pain ; point de pain, point de lapins ; point de lapins, point de victoire. » Les lapins, pour ce général au style laconique et imagé, c'étaient les soldats ; pour un parti politique, ce sont les électeurs, et le pain, c'est le programme dont on nourrit leurs aspirations politiques.

Mais qui donnera au parti libéral le programme indispensable et qui lui fait défaut ? Sera-ce le chef ? — Ce n'est pas là la spécialité qu'on lui demande. Son rôle est de dresser des plans de campagne, « d'organiser la victoire, » pour nous servir de l'expression du premier des Carnot ; mais ce n'est pas à lui à décider au service de quelle idée son épée devra sortir du fourreau, dans quel intérêt la guerre sera déclarée. Ce n'est pas là non plus la tâche des orateurs publics. La mission de ceux-là est de vulgariser les idées du parti, de les faire accepter des masses, en versant dans l'âme du peuple l'enthousiasme qui déborde de leurs lèvres éloquentes. Les hommes appelés dans tous les pays à fournir des idées aux populations, à jeter les bases d'un programme, ce sont les publicistes, les pamphlétaires et plus particulièrement les journalistes. C'est à ce titre que nous allons oser émettre aujourd'hui nos propres idées sur le programme politique que les meneurs libéraux devraient présenter à leur parti. Ces idées vont